

En Pologne, des files d'attente à la « gare routière Europe »

Près de Varsovie, d'immenses hangars servent de lieu de transit des réfugiés ukrainiens vers l'UE

REPORTAGE

VARSOVIE - correspondance

Le hangar central de la halle des expositions PTAK de Nadarzyn, à vingt-cinq kilomètres de Varsovie, a été rebaptisé et arbore depuis un mois un immense panneau en lettres cyrilliques indiquant «gare routière Europe». A l'intérieur, dans une salle d'attente, plusieurs dizaines de réfugiés ukrainiens patientent. Beaucoup ont le visage tétanisé par les toutes récentes nouvelles d'atrocités attribuées à l'armée russe dans les faubourgs de Kiev. «Le bus pour Grenade partira entre 16 heures et 18 heures. Il reste encore des places», annonce une voix au microphone. Une file d'attente ne tarde pas à se former.

L'endroit impressionne tant par sa taille, sa capacité, que par l'efficacité de son organisation. La halle était, avant la guerre, un haut lieu de l'événementiel de la région de Varsovie avant de devenir, en l'espace de quelques jours, le plus grand centre d'accueil de réfugiés de Pologne. Sur six immenses hangars et 60 000 mètres carrés, 5 000 personnes y séjournent. Ils étaient 8 000 au pic de la crise, mi-mars. Même si, dans les moments les plus critiques, il est resté en deçà de ses capacités d'accueil – 10 000 lits disponibles, potentiellement le double – il reste avant tout un centre de transit majeur et un symbole de la solidarité européenne dans cette crise migratoire.

Chaque jour, quelques bus – une vingtaine au pic de la crise – y partent pour les quatre coins de l'Union européenne (UE), de Lisbonne à Stockholm.

«Nous ne sommes pas un camp de réfugiés», précise la coordinatrice du complexe, Agnieszka Typlak. Les personnes restent ici en moyenne trois jours. Il y a un groupe présent depuis le début de la guerre, mais il compte à peine une centaine de personnes.» Près de 65 000 réfugiés ont déjà transité par le centre PTAK depuis le début du conflit. «Des organisations publiques ou privées, des ONG de toute l'Europe nous signalent leur volonté d'affréter des bus. Les services de l'Etat vérifient la fiabilité de ces organisations avant de leur donner le feu vert.»

«Ils partent à l'aveugle»

Ce mardi 5 avril, l'évêché de Grenade (Espagne) a dépêché deux bus, dont un médicalisé, qui embarqueront 90 personnes. Toute la logistique est gérée par des bénévoles. «Nous leur assurons non seulement le transport, mais aussi l'accueil dans des familles sur place, des logements particuliers et des opportunités de vie : permis de résidence, travail, scolarisation et cours de langue, souligne Montse Caballejo, bénévole espagnole pour l'organisation polonaise Prometeusz. En cinq semaines, nous avons transféré plus de 3 000 personnes vers toute l'Espagne.»

Pourquoi l'Espagne? «Les réfugiés prennent désormais les premières occasions de départ qui se présentent, en fonction des annonces au jour le jour», souligne Maria Ivatchova, qui sert d'interprète entre le russe et l'espagnol. «Ils partent souvent à l'aveugle. Seuls 5 % à 10 % d'entre eux connaissent quelqu'un en Espagne.» Cinq semaines après le début du conflit, tous les exilés qui

pouvaient avoir de la famille ou des points d'attache en Europe les ont rejoints. Ceux qui restent ne savent pas où aller et sont désorientés.

«Nous les prévenons que la situation sur le marché du travail en Espagne n'est pas bonne. Certains choisissent donc d'autres destinations. Mais beaucoup ne sont pas en état de travailler: des femmes avec des jeunes enfants à charge, des personnes âgées ou handicapées.» La destination favorite a longtemps été l'Allemagne, mais de plus en plus d'informations remontent sur la saturation de la capacité d'accueil du pays. D'autres destinations commencent à être privilégiées, comme les pays nordiques.

A l'image de la mobilisation dans toute la Pologne, la mise en place du centre a demandé un effort d'organisation colossal. Les premiers réfugiés ont été accueillis le 4 mars, une semaine après le début de la guerre. «Les trois premières semaines ont été très dures, il a tout fallu construire de zéro dans un lieu absolument pas prévu à cet effet», souligne Piotr Sewerynski, bénévole de l'Université médicale de Varsovie.

C'était la gestion du chaos.» Le travail conjoint de centaines de bénévoles, d'ONG et d'entreprises privées a payé: à la halle de PTAK, on ne manque de rien, de la prise en charge médicale aux parcs de jeux pour les enfants. Mais tous redoutent un épisode à venir du bénévolat, sur lequel tout le système repose, et regrettent le manque de véritables solutions de long terme des autorités.

«Revenir le plus vite possible»

Dans le hall «gare routière Europe», des agents municipaux affectent aux réfugiés qui le souhaitent un numéro de citoyen Pesel, les intégrant au système administratif polonais et leur donnant le droit, notamment, au système de prestations sociales. Environ 700 000 Pesel ont déjà été attribués depuis le début du conflit, dont 125 000 dans la région de Varsovie, soit une estimation encore très provisoire du nombre de réfugiés souhaitant rester en Pologne, sur les 2,5 millions de personnes ayant franchi la frontière.

Un autre bus s'apprête à partir en direction de Copenhague. Les réservations sont complètes, et une dizaine de personnes attendent d'éventuels désistements.

«Nous avons prévu d'accueillir 100 000 réfugiés ukrainiens au Danemark, pour l'instant nous en sommes à 35 000 et nous redoublons d'efforts», souligne Kristian Jensen, de l'organisation Ukrainian Help Hub, qui multiplie les allers-retours. «Nous avons une situation de plein-emploi, ils n'auront aucun problème à s'intégrer. Le gouvernement a voté une loi spéciale donnant aux réfugiés les mêmes droits qu'aux citoyens danois, jusqu'à la possibilité d'accéder à la nationalité.»

Oleksandra Rymska, 26 ans, est sur le point d'embarquer. Avec son anglais parfait, elle est sollicitée de toute part comme inter-

LE TRAVAIL CONJOINT DE CENTAINES DE BÉNÉVOLES, D'ONG ET D'ENTREPRISES PRIVÉES A PAYÉ: À LA HALLE DE PTAK, ON NE MANQUE DE RIEN

prète. Originaire de Lviv, dans l'extrême ouest de l'Ukraine, elle a été poussée par sa mère à partir, quand les bombardements ont atteint la ville. Même si, après le retrait des troupes russes de la région de Kiev, un premier phénomène de retour commence à voir le jour, elle estime qu'il est trop tôt. «Après toutes ces atrocités, on peut s'attendre à tout», dit-elle la gorge serrée. Je redoute l'approche du 9-Mai, la grande fête nationale russe. Ils devront y présenter une victoire à leur parade militaire...»

Pour elle, comme pour tant d'autres, le départ vers le Danemark, où elle n'a pas d'attache, est un grand saut dans l'inconnu. «Bien sûr que je voudrais revenir en Ukraine le plus vite possible. Je pense que c'est le cas de la plupart d'entre nous. Mais pas tant que nous resterons dans cette incertitude. Aujourd'hui, j'ai une maison. Demain, elle finira peut-être sous les bombes. On est tous dans ce cas-là.» Un vieil homme, visiblement très hésitant, s'approche du bus et l'interroge. «Copenhague? Le voyage est gratuit? Mais, dites-moi, est-ce qu'il faudra payer pour le chemin retour?» ■

JAKUB IWANIUK



Des réfugiés ukrainiens, à la halle des expositions PTAK de Nadarzyn, près de Varsovie, mercredi 6 avril. JĘDRZEJ NOWICKI POUR «LE MONDE»